



Infolettre n° 32

Novembre 2011

Contact : info@aepl.eu

Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le Sud de la méditerranée.

Le président Barroso vient d'inviter les associations philosophiques et non confessionnelles à participer à une réunion le 30 novembre prochain, dans le cadre du Dialogue, avec les présidents de la Commission européenne (M.Barroso), du Conseil européen (M.Van Rompuy) et du Parlement européen (M.Buzek). L'Association Européenne de la Pensée Libre, sera représentée par son président Alan Frommer. Le thème de la réunion est Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le Sud de la méditerranée.

Comme de coutume en cas de rencontre avec les trois présidents, l'AEPL invite à faire des suggestions concrètes sur le thème ci-dessus.

Le sujet est à la fois vaste et très important : depuis quelques mois, nous sommes témoins de l'éveil du printemps arabe en Tunisie, en Egypte et en Libye. L'Union européenne envisage de soutenir ces pays à l'aide d'un véritable plan Marshall destiné à consolider l'état de droit, à jeter les bases d'une économie saine et à promouvoir la société civile. Le moment est donc venu pour l'Union européenne et ses états membres de fournir une aide matérielle et morale très importante, à la fois dans le court et le long terme, qui requiert un engagement massif et continu.

Comme le dit le président Barroso dans sa lettre d'invitation : « je suis convaincu que ces défis ne peuvent être relevés sans les contributions actives des associations philosophiques et non confessionnelles. L'Union et les organisations non confessionnelles partagent la même préoccupation fondamentale : la détermination à protéger et à promouvoir les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit ». Prenons le président Barroso au mot. En conséquence, nous vous invitons à nous faire part de vos réflexions sur le sujet, entre autres sur la société civile, le statut des femmes, le rôle de la religion et les migrations. Vos réflexions, qui peuvent se limiter à quelques lignes ou couvrir quelques pages, feront ensuite l'objet d'une synthèse qui sera soumise aux trois présidents.

Trop souvent dans le passé le monde occidental a soutenu les dictatures de ces pays car, pensait-on, elles constituaient un rempart contre l'islamisme. Et, en conséquence, les relations passées étaient centrées sur les élites, non démocratiques et corrompues, au détriment de la société civile en général. Mais le printemps arabe a révélé les aspirations de leurs peuples à de profondes mutations liées à la démocratie, à l'ouverture, à la justice sociale et à la liberté.

Certes, les mutations en cours ne sont pas sans risques. Ainsi, l'instauration de la charia en Libye et la nette victoire électorale du parti religieux Ennahda en Tunisie ne sont pas sans nous inquiéter et doivent nous inciter, tout comme les leaders européens, à être vigilants, en particulier dans le domaine de l'égalité hommes-femmes. Mais la situation actuelle est une situation en demi-teinte. Ainsi, d'aucuns insistent sur le fait qu' Ennahda est un parti religieux comparable aux partis démocrates chrétiens de chez nous, du moins dans leur version d'il y a un demi siècle. Quant à la charia, qui se réfère à la loi islamique, elle existe déjà dans de nombreux pays musulmans. Toutefois, son impact sur le monde politique et la société civile est fonction de l'interprétation que lui donnent les autorités publiques. Par exemple, la différence dans l'application de la charia par le Maroc et l'Arabie Saoudite illustre combien les scénarios en la matière peuvent être différents.

Le problème n'est donc pas simple : la mise en œuvre des priorités de l'aide doit être négociée avec les pays bénéficiaires et être proportionnelle à leur modernisation politique, économique et sociale. Par ailleurs, lier l'aide de l'Union et de ses états membres à des conditions excessivement sévères à l'égard de ceux qui ne vont pas assez loin dans cette mutation, c'est risquer de reporter à plus tard ou de réduire le soutien dont ces pays ont besoin aujourd'hui. Cependant, une chose est sûre : s'il y a des risques, ils ne sauraient justifier en aucun cas un retour aux relations ambiguës du temps des dictatures. La transparence doit être de rigueur.

Le Conseil d'Administration